

print

Le régime ukrainien cède aux pressions exercées par Washington, l'UE et l'opposition d'extrême droite

De [Peter Schwarz](#) et [Alex Lantier](#)

Global Research, février 24, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-regime-ukrainien-cede-aux-pressions-exercees-par-washington-lue-et-lopposition-dextreme-droite/5370391>

Le président ukrainien Viktor Ianoukovitch a cédé, hier 21 février, aux exigences de l'opposition fasciste qui est soutenue par l'occident en signant un accord qui ampute ses propres pouvoirs et permet à l'opposition d'entrer au gouvernement et d'organiser des élections anticipées.

Cette démarche est survenue après la plus meurtrière journée des protestations à Kiev, la capitale de l'Ukraine. Au moins 77 manifestants et policiers anti-émeute ont été tués et des centaines d'autres blessés durant des affrontements dans les rues et des échanges de coups de feu entre manifestants d'extrême droite et forces de l'ordre. Les combats s'étaient intensifiés depuis le rejet par le parlement ukrainien en début de semaine d'un projet de loi limitant les pouvoirs du président.

Après les affrontements survenus jeudi, Ianoukovitch a cédé et accédé aux exigences clé de l'opposition. Il formera d'ici dix jours un gouvernement d'union nationale comprenant des représentants de l'opposition. La constitution votée en 2004 suite à la Révolution orange appuyée par les Etats-Unis entrera de nouveau en vigueur en septembre, privant Ianoukovitch de tout contrôle sur les chefs des forces de l'ordre. Ce pouvoir sera exercé par le premier ministre. Des élections présidentielles et parlementaires seront tenues d'ici décembre ; des élections présidentielles étaient initialement prévues pour mars 2015.

Adrian Karatnycky, le chercheur principal au groupe de réflexion Atlantic Council, a dit à la chaîne d'information PBS aux Etats-Unis qu'il s'attendait à ce qu'Ianoukovitch perde le pouvoir d'ici quelques semaines voire même quelques jours. Ianoukovitch a quitté Kiev tard hier soir pour s'envoler vers Kharkov, une ville non loin de la frontière avec la Russie, le principal soutien du régime d'Ianoukovitch.

Le parlement ukrainien a décidé de libérer Ioulia Timochenko, l'oligarque milliardaire emprisonnée, la rivale d'Ianoukovitch qui était devenue premier ministre lors de la Révolution orange. Elle fut condamnée en 2011 pour détournement de fonds dans le cadre d'accords gaziers signés avec la Russie. Le parlement a dépénalisé l'article du code pénal sous lequel Timochenko avait été poursuivie.

Ianoukovitch a signé l'accord suite à des négociations qui ont duré toute la nuit de jeudi à vendredi alors que des combats sanglants faisaient rage dans les rues de Kiev. Les ministres des Affaires étrangères d'Allemagne, de France et de Pologne, qui étaient arrivés à Kiev jeudi, ont collaboré étroitement avec les dirigeants de l'opposition – Vitali Klitscho du parti Oudar (UDAR), Arseniy Iatseniouk du parti Patrie de Timochenko, et Oleg Tiagnibok du parti fasciste Svoboda.

En dehors d'Ianoukovitch et des trois dirigeants de l'opposition, les signataires de l'accord incluaient les ministres des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, d'Allemagne, Laurent Fabius de France et Radoslaw Sikorski de Pologne. Le négociateur russe, Vladimir Loukin, qui devait initialement apposer sa signature, a refusé de le faire.

Avant la signature de l'accord, les ministres des Affaires étrangères allemand et polonais s'étaient rendus sur le Maïdan (Place de l'Indépendance) – le centre des manifestations d'opposition où des dizaines de milliers, pour la plupart des protestataires issus de la classe moyenne, s'étaient réunis – afin d'obtenir l'assentiment des protestataires. Ils se sont réunis dans un hôtel avec 30 membres du conseil du Maïdan qui représente les manifestants.

Il semblerait que même les dirigeants droitiers de l'opposition ont été mis à rude épreuve pour contrôler les nervis d'extrême-droite que les puissances impérialistes ont déchaînés en Ukraine. Lorsque Klitschko a tenté de prendre la parole pour promouvoir l'accord avec Ianoukovitch, il fut hué par les manifestants qui ont crié « Honte ! ».

Oleg Tiagnibok, dont le parti Svoboda embrasse ouvertement des idées antisémites et racistes, fut reçu à l'ambassade d'Allemagne et invité à une séance de photos aux côtés du ministre allemand des Affaires étrangères Steinmeier.

La capitulation d'Ianoukovitch a encouragé les forces fascistes qui dirigent l'opposition de se montrer encore plus agressives. Le dirigeant du « Secteur droit » néonazi, Dmitry Yarosh, s'est exprimé sur le réseau social Vkontakte en disant que son mouvement regardait la déclaration d'Ianoukovitch comme une « duperie » et qu'il poursuivrait la lutte. « La révolution nationale continue, » a-t-il écrit, en ajoutant qu'elle ne s'arrêterait que lorsque le régime sera renversé.

Washington, bien que ne faisant pas partie officiellement des négociations, s'est félicité des résultats obtenus à Kiev. La Maison Blanche a publié un communiqué déclarant que le gouvernement Obama « se réjouissait » de l'accord, le qualifiant de « conforme à ce que nous avons préconisé. »

Ces déclarations soulignent la politique foncièrement réactionnaire et irresponsable appliquée par les puissances impérialistes qui ont collaboré avec des groupes fascistes pour amener l'Ukraine et la région tout entière au bord de la guerre. En novembre dernier, Ianoukovitch avait annulé en dernière minute la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne (UE) pour décider de se rapprocher plutôt de la Russie. Depuis cette date, l'Allemagne et les Etats-Unis ont systématiquement tenté de déstabiliser et de diviser l'Ukraine.

Les médias américains et européens ne cessent de camoufler la politique fasciste des forces qu'ils ont imposées comme gouvernement à la population ukrainienne. Le *New York Times* a fait mention par euphémisme au Secteur droit en parlant d'un groupe « nationaliste tenant d'une ligne dure ». En fait, il s'agit d'un groupe pronazi qui critique Svoboda comme trop « modéré » — Svoboda étant aussi un parti fasciste qui célèbre les Ukrainiens qui, durant la Deuxième Guerre mondiale, ont rejoint les unités SS nazies pour perpétrer des massacres de masse parmi les Juifs dans la région de la Galicie, en Ukraine occidentale.

Des tendances séparatistes sont en train de surgir partout en Ukraine. La ville de Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine, un bastion nationaliste, a proclamé son autonomie.

Dans le sud-est, le président du parlement de la péninsule de Crimée, rattachée en 1954 à la République ukrainienne alors soviétique, et qui est principalement habitée par des Russes, a menacé de faire sécession de l'Ukraine. Volodymyr Konstantinov, a dit qu'une sécession « était possible, si le pays se déchirait. » Il a ajouté, « Et tout va dans ce sens. »

Cette option soulève aussi la possibilité d'une intervention militaire russe en Ukraine. Le *Financial Times* de Londres a cité un haut responsable russe disant que « Si l'Ukraine éclatait, ceci provoquera une guerre. Ils perdront la Crimée, nous nous y rendrons pour la protéger, tout comme nous l'avons fait pour la Géorgie –

en référence à la guerre menée en 2008 par la Russie en Géorgie après que le régime géorgien, appuyé par les Etats-Unis, ait attaqué dans la région séparatiste d'Ossétie du sud les forces russes de maintien de la paix.

Un autre responsable russe a dit au *Financial Times*, « Nous ne permettrons pas à l'Europe et aux Etats-Unis de nous prendre l'Ukraine. Les Etats de l'ancienne Union soviétique, nous formons une seule famille. Ils s'imaginent que la Russie est encore aussi faible qu'au début des années 1990, mais nous ne le sommes pas. »

Comme le soulignait ouvertement un commentaire paru il y a deux jours dans *Spiegel Online*, l'Allemagne, les Etats-Unis et l'UE poursuivent les mêmes objectifs impérialistes et géopolitiques en Ukraine. « Il n'est plus seulement question de l'accord d'association avec l'Union européenne, » a écrit Uwe Klußmann. « L'attention ne se concentre plus non plus sur l'avenir du président Viktor Ianoukovitch, un homme que ne lâchent pas les rumeurs de corruption. C'est plutôt la géopolitique qui occupe la place centrale et la question qui est devenue essentielle est celle de savoir quelle puissance en Europe ou dans la région d'Eurasie occupera à l'avenir une position dominante. »

Peter Schwarz et Alex Lantier

Article original, [WSWS](#), paru le 22 février 2014

Copyright © 2014 Global Research